

existe un phénomène culturel évident causant des problèmes internes à la région, ainsi que l'existence de problèmes liés à la religion.

- Quant à l'Union Africaine, elle est encore à ses balbutiements et le Conseil de sécurité des Nations Unies a encore un rôle à jouer dans les questions de sécurité de la région, surtout dans l'attribution des mandats aux organisations régionales. C'est à ce niveau que le Canada désire poursuivre son implication.

### **Discussions**

Plusieurs questions ont été soulevées par les participants dont les suivantes :

*Malgré la politique globale du G-8, il demeure que chaque pays possède la sienne propre, le Canada ne serait-il pas plus efficace en prenant des initiatives propres face aux dossiers dormants du G-8?*

Il s'agit d'un monde de plusieurs clubs et le Canada fait partie de plusieurs. La politique canadienne pour l'Afrique est établie en fonction de l'APD bilatérale, le Commonwealth et la Francophonie. Le thème de l'Afrique au sommet de Kananaskis est une réponse du G-8 en tant que groupe au NEPAD qui pourrait s'avérer un catalyseur pour d'autres organisations. Cela dit, cette situation n'empêche nullement le Canada d'avoir sa propre politique à l'égard de l'Afrique : un envoyé spécial en Sierra Leone, les conférences internationales sur les enfants affectés par la guerre et autres.

*Le Canada peut-il jouer un rôle de facilitation dans les domaines de gestion des ressources naturelles, des transferts d'armes légères et des réfugiés?*

Des mesures pratiques pour le contrôle des armes légères peut passer par le contrôle sur l'appareil administratif des industries de ressources naturelles afin d'éviter de tomber dans le cercle vicieux de la corruption. Les frontières sont aussi difficiles à protéger à cause des trafiquants. Le Canada peut jouer un rôle où les engagements militaires commencent à s'épuiser et que les engagements civils sont plus présents ainsi qu'un dialogue diplomatique possible.

*Quel rôle peut jouer le Canada sur le moratoire sur les armes légères et la surveillance physique des frontières?*

La porosité incroyable des frontières fait en sorte qu'il existe un besoin de main-d'œuvre et de formation pour une force de police régionale éventuelle. À court terme il faut cerner le problème. À moyen et à long terme on doit former les gens et tenter un retour à la stabilité. C'est une question de degré qui dépend des frontières en cause.

*Quel est l'appui du Canada à la CEDEAO en matière de capacités institutionnelles?*

Il n'existe pas vraiment. Un dialogue a été entamé, et des contacts réguliers sont faits avec le Haut-commissaire. Les appuis canadiens sont plus avancés parce qu'il s'agit de l'organisation régionale la plus avancée sur le continent.